

Jusqu'au bout, une campagne sous tension

RDC La régularité du scrutin du 23 décembre déjà menacée

► Le pays se prépare à affronter, d'ici une semaine, l'un des défis majeurs de son histoire mouvementée.

► 40 millions d'électeurs sont convoqués à ces élections générales (provinciales, législatives et présidentielles).

Si ces élections se déroulent comme prévu, la passation pacifique du pouvoir devrait représenter une première dans l'histoire du pays car jusqu'à présent, seule la violence avait mené aux changements de régime.

Rappelons que Joseph Kabila, qui a prolongé de deux années son second et en principe dernier mandat, a décidé, respectant la Constitution, de s'effacer au profit d'un dauphin, Emmanuel Shadary Ramazani. Invoquant sa souveraineté, sa dignité, le régime congolais a voulu se passer de l'assistance étrangère, en particulier celle des Nations unies et a récusé les observateurs de l'Union européenne et les Américains du Centre Carter, n'acceptant que quelques centaines d'observateurs africains et ceux de la Francophonie. Cependant, l'Eglise catholique a formé 40.000 observateurs nationaux, la société civile 20.000 tandis que les partis politiques enverront leurs propres témoins dans les 80.000 bureaux de vote à travers le pays. « *Tous électeurs, tous observateurs* », a lancé la société civile en appelant chaque citoyen à se montrer vigilant.

Jusqu'au bout, la campagne a été marquée par de vives ten-

sions : jeudi dernier, un entrepôt de la Commission électorale à Kinshasa a été détruit par un incendie criminel, et 8.000 machines à voter seraient parties en fumée. Si on se demande toujours qui a pu bouter le feu dans cet entrepôt gardé par l'armée, Corneille Nangaa, le président de la Ceni, assure qu'il pourra recourir à des « stocks de réserve » afin de rééquiper les bureaux de vote de la capitale. A Beni (Nord-Kivu) un entrepôt de la Ceni, situé en face d'une résidence du président Kabila, a été attaqué dimanche par des hommes en armes mais l'armée a repoussé les assaillants. Si Nangaa assure qu'il garde le cap, dans d'autres milieux l'inquiétude monte : les Etats-Unis ont appelé leurs compatriotes à éviter tout voyage dans l'est et le centre du pays et toutes les ambassades occidentales conseillent la plus grande prudence.

Derniers meetings

C'est cette semaine que les « finalistes », c'est-à-dire Martin Fayulu (à la tête de la coalition « Lamuka », le binôme Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe (« Fatshivit ») et Shadary Ramazani, le dauphin de Kabila, vont regagner la capitale pour y tenir leurs derniers meetings.

A ce jour, le bilan est mitigé pour Shadary Ramazani : malgré la forte mobilisation en sa faveur des FCC (Front commun pour le Congo), et même des proches du chef de l'Etat, il lui est arrivé d'être conspué, son cortège caillassé car malgré ses promesses de changement, la population voit en l'ancien ministre de l'Intérieur, frappé par des sanctions européennes, la perpétuation du système Kabila. Quant au tandem Felix Tshisekedi et Vital

Kamerhe, il a surpris sur plusieurs points : le fils d'Etienne Tshisekedi, qui brigue la présidence, a tenu des propos modérés, acceptant dès le départ la machine à voter et il a fait le plein des militants de l'UDPS au Kasai et ailleurs tandis qu'au Kivu, Vital Kamerhe le confortait par son indéniable popularité.

Martin Fayulu, « le plus dangereux »

En outre, les deux hommes, qui ont tenu des meetings monstres, n'ont guère été inquiétés par les forces de sécurité. Ce qui n'est pas le cas de Martin Fayulu : élu à Genève candidat unique de l'opposition puis lâché par « Fatshivit », ce dernier est considéré par le pouvoir en place comme le plus « dangereux » des opposants, le plus proche des Occidentaux.

Sur ses affiches, il figure aux côtés de Jean Pierre Bemba et Moïse Katumbi, ses deux alliés politiques empêchés de faire campagne. A plusieurs reprises, des tirs à balles réelles ont marqué ses déplacements et ont fait quatre morts, les incidents graves se sont multipliés et les Nations unies se sont inquiétées de ses conditions de sécurité. Cependant, à quelques jours du scrutin, Fayulu, qui jusqu'à présent récusait totalement la machine à voter, a changé de position et accepte désormais la fameuse imprimante sud-coréenne.

S'il est désormais probable, sauf accident, que les élections auront bien lieu le 23 de ce mois, il est beaucoup plus certain encore que la mise en cause de la régularité du scrutin commencera dès la clôture du vote, sinon avant... ■

COLETTE BRAECKMAN